



Rabat, 6 mars 2012

Communiqué de presse

**Ouverture des travaux de la 27<sup>ème</sup> session du Comité intergouvernemental d'experts  
Le pari du changement : Accroître la compétitivité et repenser  
l'intégration régionale**

Les travaux de la 27<sup>ème</sup> session du Comité intergouvernemental d'experts du Bureau pour l'Afrique du Nord de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique ont démarré ce mardi dans la capitale marocaine et a été rehaussée par la présence de M. Nizar Barak, ministre de l'économie et des finances. Les participants comptent parmi eux des représentants de haut niveau des Etats membres (Algérie, Egypte, Lybie, Maroc, Mauritanie, Soudan et Tunisie) ainsi que des experts nationaux et internationaux, des représentants des organisations régionales et internationales, du secteur privé, de la société civile, des universités et des média. Le thème débattu cette année, en conformité avec celui de la Conférence des Ministres de la CEA qui se tiendra fin mars à Addis Abeba, suscite un intérêt particulier en Afrique du nord notamment dans un contexte marqué par un ralentissement économique et une forte demande sociale. Comment libérer le potentiel de l'Afrique du Nord en tant que pôle de croissance et de compétitivité et quel serait l'apport de la sous-région dans ce domaine et quel serait son rôle dans la relance économique en Afrique et dans le monde ? Telles sont les questions, parmi d'autres, qui seront examinées par les experts réunis à Rabat du 6 au 9 Mars 2012.

Intervenant à l'ouverture de cette réunion, Mme Karima Bounemra Ben Soltane, la Directrice du Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord, a indiqué que les pays nord-africains sont confrontés à plusieurs défis communs notamment liés au recul des investissements directs étrangers suite à la persistance des effets de la crise économique et financière mondiale, ce qui a eu un impact direct sur la création de nouveaux emplois notamment pour les jeunes. Cette situation économique difficile a été amplifiée par le ralentissement économique dans les pays qui ont connus des soulèvements populaires ayant abouti au changement de gouvernement et également par la forte demande sociale qui s'en est suivie, appelant à une meilleure gouvernance et une réduction des inégalités et de la vulnérabilité. D'où l'objectif de cette réunion qui donnera l'occasion aux Etats membre de réfléchir ensemble sur les moyens à même de relever ces défis et garantir les conditions nécessaires pour une croissance plus forte et durable, génératrice d'emploi et de revenus.

De son côté, le Secrétaire général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA), M. Habib Ben Yahia, a souligné que la relance de l'Union permettra de renforcer l'intégration régionale et la coopération économique entre les pays du Maghreb. Il a salué à cet effet, les résultats encourageants de la réunion du Comité des ministres de l'UMA tenue le 18 février dernier à Rabat, qui a permis de donner une nouvelle impulsion à l'Union maghrébine. Il a ainsi mis l'accent sur les domaines prioritaires de coopération identifiés, notamment l'appui aux PME-PMI et la promotion des secteurs à fort potentiel de croissance comme les énergies renouvelables.

(1/2)

M. Ben Yahia a également réitéré l'engagement de l'UMA pour intensifier les échanges entre les pays membres et accélérer le processus d'intégration en vue de réduire le chômage, notamment des jeunes et des femmes, et de relever les défis majeurs notamment ceux liés à la sécurité alimentaire, la lutte contre la désertification et l'adaptation au changement climatique.

Le ministre de l'Economie et des Finances marocain, M. Nizar Baraka a, pour sa part, mis l'accent sur les potentialités dont dispose le continent africain en termes de croissance et de résilience face aux crises extérieures. Il a cependant déploré la persistance d'importantes disparités entre des pays à des niveaux de développement différents. Il a ainsi souligné le rôle important que peut jouer l'Afrique du Nord dans le processus de transformation et de diversification économique à l'échelle du continent en vue d'accroître les investissements étrangers directs, et en faire un véritable pôle de croissance dans le monde.

Selon le rapport sur les conditions économiques et sociales qui ont prévalu en Afrique du Nord en 2011, présenté par le Bureau de la CEA à cette réunion, le contexte mondial et régional est marqué notamment par la persistance des effets de la crise économique et financière mondiale accentuée par la crise des dettes souveraines que traverse certains pays européens s'est répercuté négativement sur les économies des Etats membres. D'où le besoin d'une mise à niveau globale des économies pour accroître leur compétitivité sur le plan régional et international et d'un renforcement de l'intégration et de la coopération régionale.

Le rapport recommande pour l'année 2012 la mise en œuvre de politiques sociales plus efficaces orientée vers les groupes les plus vulnérables, le renforcement du processus de décentralisation, la réduction des inégalités, la diversification économique vers des produits à haute valeur ajoutée pour assurer une croissance soutenable et répondre à une demande d'emploi de plus en plus forte.